

# Le futur pour client

La « société du savoir » confronte aussi les chercheurs à de nouveaux défis : la science est de plus en plus impliquée dans la société. Avec quelles conséquences ?

PAR URS HAFNER

En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, la science et la recherche occupent une position dont l'importance est sans précédent. Comme par le passé, les médecins soignent des malades, les juristes conseillent des entreprises et les ingénieurs calculent la statique des bâtiments. Mais pas seulement : aujourd'hui, les jugements des tribunaux s'appuient sur l'expertise de psychiatres et ce sont des pédagogues qui mettent au point les concepts de formation. Le quotidien, le politique et l'économie sont imprégnés de savoir scientifique.

Quelles sont les conséquences de cette évolution pour la science ? Perd-elle sa liberté à force d'être impliquée dans des processus non scientifiques ? Est-elle en train de devenir une instance omnipotente qui se moque de l'objectivité ? « Cette problématique existe, bien entendu, explique le sociologue allemand Ulrich Oevermann. Mais la science universitaire a toujours été une pratique interventionniste. »

## Gestionnaires de crise

Au Moyen Age déjà, la transmission de la théorie et de la pratique était au cœur de l'activité des médecins, des juristes et des théologiens formés dans les universités : ils étaient des « gestionnaires de crise » pour les malades ou les personnes en quête de justice et de salut. Entretiens, relève le sociologue, c'est avant tout le nombre de « disciplines pratiquant l'interventionnisme » qui a augmenté. Et sur le principe, ajoute-t-il, même la recherche fondamentale a une orientation pratique : « Ses clients, ce sont les générations futures. »

Dans une société du savoir médiatisée, les scientifiques sont confrontés à toute une série de revendications, qui vont de l'admiration sans borne pour les grandes prouesses technologiques à une méfiance non dissimulée vis-à-vis des nouveaux risques induits par la science. Face à une recherche extrêmement complexe qui s'est spécialisée dans de nombreux domaines, on trouve un public exigeant, qui même s'il ne peut pas comprendre tous les détails, souhaite être informé et exige que les chercheurs rendent des comptes sur ce qu'ils font.

C'est là que réside un nouveau potentiel de conflit, selon Ulrich Oevermann : plus le savoir « méthodiquement contrôlé » des scientifiques augmente et revêt de l'importance pour la société, plus le « savoir profane » se trouve dévalorisé. A l'évidence, presque aucun domaine de la vie n'échappe aujourd'hui au savoir des « experts » qui dictent les comportements adéquats. Ainsi, les nouvelles normes de l'OMS concernant le poids corporel ont fait que le savoir de chacun concernant son propre poids idéal a cessé de compter. Il n'est plus permis de se sentir bien dans son corps enveloppé.

## Regain d'autorité

Par ailleurs, la tentation augmente, notamment pour les scientifiques spécialisés dans des champs proches du politique et de l'économie, d'user de leur regain d'autorité pour se profiler ou orienter leur travail en fonction d'objectifs commerciaux. Mais ce problème n'est pas spécifique à la recherche : les questions liées à l'éthique professionnelle se posent pour chacun et des fautes sont commises partout.

Aujourd'hui, les chercheurs feraient bien d'examiner comment traduire leurs résultats de manière adéquate pour l'opinion publique. Les scientifiques devraient avant tout veiller, estime Ulrich Oevermann, à respecter le concept de non-imposition des valeurs (Wertfreiheit) élaboré par Max Weber. S'ils ont parfaitement le droit de faire connaître leur opinion politique en tant que citoyen, ils ne devraient pas associer cette prise de position à leurs résultats de recherche. « Un scientifique ne devrait pas dire à la société ce qu'elle doit faire, note-t-il. Il devrait se borner à esquisser des scénarios possibles, la prise de décision étant du ressort des politiciens. » ■

